

Georges Gastaud, président du COURRIEL, association de gauche défendant la langue française contre le tout-anglais, 10 rue Victor Grignard, 62300 Lens (pour information, Georges Hage, ancien doyen de l'Assemblée nationale, ainsi que Jean-Jacques Candelier, député du Douaisis, participent à sa présidence collective).

A Mesdames Magali Cazier et Claire Beaufromé, rédactrices du journal « Nord-Pas-de-Calais »

Mesdames,

Dans le numéro de novembre-décembre 2012 du bulletin « Nord-Pas-de-Calais », organe du Conseil régional, un article renvoyant à vos deux noms est ainsi intitulé : « vous aimez votre région ? Devenez un « greeter » ».

On apprend dans l'article que « greeter » signifie « guide bénévole » : pourquoi dès lors ne pas employer cette expression qui a le double mérite d'être comprise de tous et de respecter le vocabulaire et la phonétique de notre, de votre langue maternelle ? On apprend aussi que les futurs « greeters » auront notamment pour mission de montrer la région dans toute son authenticité (« rencontrer les vrai(e)s gens » et « découvrir un territoire comme avec un ami »).

Sans me prononcer sur la pertinence de cette entreprise de bénévolat touristique, le résistant linguistique au « tout-globish » que je suis s'indigne qu'un journal payé par les contribuables, dirigé par un collectivité publique relevant de la République française et censé, qui plus est, promouvoir l'authenticité régionale, collabore à l'invasion linguistique dont nous sommes l'objet en tous les domaines : publicité, chanson, cinéma, recherche, enseignement, enseignes commerciales, communication d'entreprise et j'en passe.

Je rappelle que l'article II de la Constitution française, auquel sont juridiquement soumises les collectivités territoriales, stipule que « la langue de la République est le français ». Il existe également une loi Toubon-Tasca, votée à l'unanimité par le Parlement en 1994, qui fait obligation aux acteurs publics de refuser les néologismes anglo-américains et de privilégier l'utilisation d'un vocabulaire francophone. Une commission officielle de terminologie publie d'ailleurs régulièrement des listes d'équivalents français aux mots originaires d'outre-Atlantique et c'est une obligation légale pour les services publics et pour les institutions de la République – cela devrait même être un point d'honneur pour eux – que de connaître les recommandations de cette instance officielle et de les mettre en application (bien qu'en l'occurrence « guide bénévole » se suffise à soi-même, étant compris de tous du premier coup de Paris à Bruxelles, de Montréal à Dakar et de Genève à Cotonou).

Plus fondamentalement, la question est posée à chaque citoyen français – et c'est encore plus vrai pour ceux qui se réclament d'un engagement progressiste et républicain, comme c'est le cas de la majorité des élus nordistes – de savoir s'il préfère collaborer ou résister à cette sourde entreprise de substitution linguistique qui va, dans un premier temps, reléguer la langue de Victor Hugo dans le rôle humilié de « langue domestique » pour en faire rapidement, au fil des décennies, un patois voué à la disparition au profit d'une langue unique mondiale, facteur inévitable de pensée unique et d'uniformisation culturelle globale.

Qui ne comprend cette évidence : la suppression rapide de la diversité linguistique européenne et mondiale n'est pas en soi moins grave que celle de la biodiversité naturelle qui suscite tant de mobilisation légitime par ailleurs.

Quant à l'« enrichissement du français » que susciterait – nous dit-on hypocritement – l'incessante invasion massive de termes américains, elle n'a rien à voir avec une ouverture (d'autant qu'elle s'opère à sens unique) et tout à voir avec l'indigestion pure et simple : celle que connaissent bien les linguistes et qui aboutit actuellement à l'élimination de huit langues par an. Certes on n'en est pas encore là avec la langue de la francophonie mondiale, mais un chemin de mille lieues commence par un premier pas et en l'espèce, l'entreprise de substitution linguistique ne date pas d'hier mais pour le moins, des lendemains de la seconde Guerre mondiale comme le prouve, textes en mains, le linguiste français mondialement connu Claude Hagège dans son livre « combat pour le français ».

La question n'est évidemment pas de combattre l'anglais en tant que tel (il y a d'ailleurs peu de chances que « greeter » figure dans le texte de Macbeth...), mais de refuser le TOUT-anglais, lequel n'a rien à voir avec la diversité et avec le métissage, et tout à voir au contraire avec le totalitarisme culturel. Que la majeure partie de ceux qui cèdent à cette pression linguistique de chaque instant soient parfaitement inconscients de participer à la relégation de leur propre langue maternelle et qu'ils agissent en toute bonne conscience – qui plus est en s'imaginant participer de la « modernité » - n'empêche pas qu'ils ou elles fassent preuve d'une grande légèreté par rapport à leur propre pays et à leur propre culture.

Je suis persuadé que le Conseil régional du nord, dont j'entends assez dire qu'il est attaché au patrimoine national symbolisé par le Louvre et au patrimoine régional symbolisé par l'inscription du bassin minier au patrimoine de l'Unesco, comprendra ma demande d'une plus grande vigilance linguistique dans les pages de son organe officiel*. Surtout, j'espère que ce courrier – qui à travers un cas particulier tend à poser un

problème beaucoup plus général, celui de la POLITIQUE LINGUISTIQUE DE LA NATION ET DE LA REGION – permettra de sensibiliser les décideurs régionaux dans leur diversité à la question du respect des identités culturelles et politiques des peuples dans le cadre d'une mondialisation à sens unique qui, aux dires du philosophe Michel Serres, ne profite qu'aux « profiteurs de la pub et du fric ». En conséquence, je donne copie de ce courrier à un certain nombre d'élus locaux et régionaux ainsi qu'aux associations agréées chargées de défendre le premier service public de France : la langue française.

Escomptant une réponse rapide, et éventuellement une entrevue avec les responsables régionaux, je vous prie Mesdames – et sans que je suspecte en rien votre bonne volonté personnelle et votre compétence touristique et professionnelle – de recevoir mes meilleures salutations citoyennes.

*Feuilletant le même journal, je tombe en page 3 sur le sous-titre grotesque « today, tomorrow, textiles ». Et tout cela au titre, bien entendu du « métissage ». Encore une fois, quand le métissage va dans un seul sens, il porte un nom : colonisation. Est-ce en massacrant leur langue que les industries nationales et régionales porteront efficacement en France et à l'étranger le « produire en France » (et non le « made in France » ?) ?

Georges Gastaud, Lens.

Copie postale à M. Daniel Percheron, président du Conseil régional ainsi qu'à divers élus régionaux